



N°137/2026

Trèbes.
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT
RÈGLEMENTATION
DU STATIONNEMENT DES VÉHICULES
ESPACE PUBLIC RUE DES LISTANS

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE TRÈBES

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la route et notamment l'article R.225 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription et livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire) ;
VU la loi n°82.213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment ses articles 25 et 27 ;

CONSIDÉRANT la demande de Monsieur CHALARD Xavier, directeur de l'école élémentaire les Floralies, en date du 28 mai 2026, en vue de tenir un stand pour la vente de gâteaux et de boissons le vendredi 12 juin 2026, sur l'espace public rue des Listans, devant les écoles les Floralies ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'autoriser et de veiller au bon déroulement de cette manifestation afin d'assurer la sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que cette manifestation nécessite de réglementer momentanément le stationnement des véhicules sur l'espace public, rue des Listans – 11800 TRÈBES ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : **Le vendredi 12 juin 2026, de 14h à 19h**, l'espace public rue des Listans, devant les écoles les Floralies, ainsi que les deux places de stationnement à gauche, seront interdits au stationnement.

ARTICLE 2 : Des barrières seront mises en place par les services techniques municipaux, la signalisation et l'affichage seront effectués par la police municipale.
Les policiers municipaux veilleront aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur et il sera procédé à une mise en fourrière des véhicules en infraction par la police municipale.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

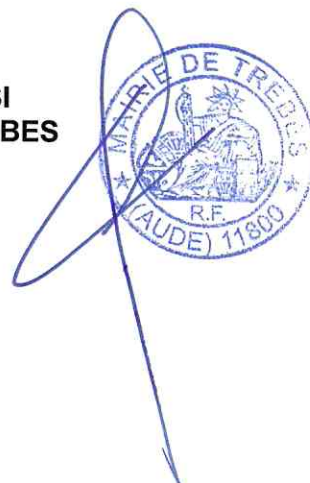
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de la gendarmerie de TRÈBES, la police municipale, les services techniques municipaux et Monsieur CHALARD Xavier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Trèbes, le 29 mai 2026

Éric MÉNASSI
Maire de TRÈBES



Publié le : ... 29 mai 2026 ...